

21 FEVRIER 1991. — Arrêté royal autorisant l'accès de certaines autorités du Ministère des Communications et de l'Infrastructure au Registre national des personnes physiques

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 5, alinéa 1er;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications, de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'accomplissement des missions qui relèvent de leurs compétences en vertu d'une disposition légale ou réglementaire et aux fins d'exécuter leurs tâches, sont autorisés à accéder aux informations visées à l'article 3, alinéa 1er et alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, dans les limites fixées à l'article 2 du présent arrêté :

- 1^o le Ministre qui a les Communications dans ses attributions;
- 2^o le Secrétaire général du Ministère des Communications et de l'Infrastructure;
- 3^o le Directeur général de l'Administration des Transports relevant du Ministère des Communications et de l'Infrastructure;
- 4^o les fonctionnaires de l'Administration des Transports qui sont délégués par le Ministre qui a les Communications dans ses attributions.

Art. 2. Les informations obtenues en application de l'article 1er ne peuvent être utilisées qu'à des fins de gestion interne. Elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas des tiers pour l'application de l'alinéa 1er :

1. les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations et leurs représentants légaux;
2. les autorités publiques et les organismes désignés en vertu de l'article 5 de la loi du 8 août 1983 précitée pour les informations qui peuvent leur être communiquées en vertu de leur désignation.

Art. 3. Notre Ministre des Communications, Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 février 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications,
J.-L. DEHAENE

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

21 FEBRUARI 1991. — Koninklijk besluit waarbij aan sommige overheden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur toegang wordt verleend tot het Rijksregister van de natuurlijke personen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, eerste lid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen, van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor het vervullen van de opdrachten die krachtens een wets- of verordeningbepaling tot hun bevoegdheid behoren en ten einde hun taken uit te voeren, worden toegang verleend tot de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste en tweede lid van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, binnen de perken gesteld in artikel 2 van dit besluit :

- 1^o de Minister tot wiens bevoegdheid Verkeerswezen behoort;
- 2^o de Secretaris-generaal van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur;
- 3^o de Directeur-generaal van het Bestuur van het Vervoer afhankelijk van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur;
- 4^o de ambtenaren van het Bestuur van het Vervoer die gedelegeerd zijn door de Minister tot wiens bevoegdheid Verkeerswezen behoort.

Art. 2. De informatiegegevens bekomen met toepassing van artikel 1 mogen slechts gebruikt worden voor doeleinden van inwendig beheer. Zij mogen niet aan derden worden medegedeeld.

Voor de toepassing van het eerste lid zijn geen derden :

1. de natuurlijke personen op wie de informatiegegevens betrekking hebben en hun wettelijke vertegenwoordigers;
2. de openbare overheden en de instellingen aangewezen krachtens artikel 5 van voormelde wet van 8 augustus 1983 voor wat de informatiegegevens betreft die hen kunnen worden medegedeeld krachtens hun aanwijzing.

Art. 3. Onze Minister van Verkeerswezen, Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 februari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen,
J.-L. DEHAENE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

F. 91 — 759

Arrêté royal autorisant certaines autorités du Ministère des Communications et de l'Infrastructure à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 8, premier alinéa, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques stipule que le Roi peut, après avis de la Commission consultative de la protection de la vie privée et par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, autoriser les autorités publiques visées à l'article 5 à utiliser du numéro d'identification dans les limites et aux fins qu'il détermine.

N. 91 — 759

Koninklijk besluit waarbij sommige overheden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur gemachtigd worden om het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken.

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Artikel 8, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen bepaalt dat de Koning, na advies van de Raadgevende commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, de openbare overheden bedoeld bij artikel 5 kan machtigen om het identificatienummer van het Rijksregister te gebruiken binnen de grenzen en voor de doeleinden door hem bepaald.

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à réaliser l'exécution de la disposition légale susmentionnée en ce qui concerne le Ministère des Communications et de l'Infrastructure et en particulier l'Administration des Transports.

Cet arrêté poursuit des objectifs multiples; d'une part arriver à un fonctionnement plus rationnel de l'Administration des Transports, d'autre part permettre l'introduction d'un contrôle efficace.

L'utilisation du numéro d'identification constitue le seul moyen dans la perspective :

- d'un fonctionnement rationnel permettant d'éviter que les demandeurs de service ne figurent de multiples fois sous des formes diverses ou fallacieuses à l'Administration des Transports, ainsi qu'au Centre de Traitement de l'Information du Ministère des Communications et de l'Infrastructure qui gère ces données;
- de l'introduction d'un contrôle efficace par la bonne exécution de la mission de communication de données aux forces de l'ordre.

Le Ministre qui a les Communications dans ses attributions, le Secrétaire général du Ministère des Communications et de l'Infrastructure et le Directeur général de l'Administration des Transports, ainsi que les fonctionnaires délégués par le Ministre, pourront aisément enregistrer et contrôler une demande, avec comme conséquence la sanction adéquate des abus.

Quant à la remarque du Conseil d'Etat, selon laquelle le second alinéa du préambule n'est pas conforme à l'intitulé du projet de l'arrêté royal au sujet duquel le Conseil d'Etat a émis son avis L.19.911/9, je signale que l'arrêté royal du 27 juin 1990 a changé entretemps le nom du « Ministère des Communications » en « Ministère des Communications et de l'Infrastructure » de sorte que la même modification a été apportée au projet d'arrêté royal précité.

Il a également été tenu compte du voeu de la Commission pour la protection de la vie privée, qui « souhaite toutefois que la liste des fonctionnaires délégués par le Ministre soit mise à jour au moins annuellement ».

Quant à l'envoi de cette liste à la Commission précitée, il a été prévu que cette liste est à la disposition de ladite Commission.

Commentaire des articles

Article 1^{er}. Cet article autorise le Ministre qui a les Communications dans ses attributions, le Secrétaire général du Ministère des Communications et de l'Infrastructure, le Directeur général de l'Administration des Transports, ainsi que les fonctionnaires délégués par le Ministre, à faire usage du numéro d'identification du Registre national, bien entendu dans les limites de leurs attributions et aux fins fixées par les articles 2 et 3.

Il doit s'agir de désignations fonctionnelles basées sur les besoins inhérents à l'exercice de certaines fonctions et qui sont effectuées dans les limites des compétences respectives justifiant l'utilisation du numéro d'identification du Registre national.

L'autorisation de faire usage du numéro d'identification n'est, dès lors, en aucun cas accordée inconditionnellement, mais uniquement dans les conditions, dans les limites et dans la perspective des objectifs fixés dans les articles ci-après du projet d'arrêté royal.

Il va sans dire qu'en désignant les fonctionnaires qui auront la faculté d'utiliser le numéro d'identification du Registre national, le Ministre devra avoir égard, non seulement à l'intérêt du service, mais aussi, et surtout, aux intérêts des personnes auxquelles les informations enregistrées au Registre national sont relatives et au droit qu'ont ces personnes de voir ces informations utilisées avec discrétion. Dès lors, le nombre des délégations sera forcément limité.

Art. 2. La disposition proposée autorise le Ministre qui a les Communications dans ses attributions, le Secrétaire général du Ministère des Communications et de l'Infrastructure, le Directeur général de l'Administration des Transports, et les fonctionnaires qui en raison de leurs fonctions, sont délégués à cette fin, à faire usage du numéro d'identification du Registre national dans leurs fichiers et répertoires, exclusivement dans la perspective de l'identification.

Art. 3. L'objectif de cet article est d'autoriser également l'utilisation du numéro d'identification du Registre national au seul titre d'identifiant dans les relations internes, entre les autorités désignées à l'article 1^{er}, et externes, lesquelles sont nécessaires uniquement pour l'accomplissement :

a) par l'Administration des Transports, de ses tâches dans les limites des dispositions légales et réglementaires dont l'exécution relève de sa compétence;

Het ontwerp van koninklijk besluit, waarvan wij de eer hebben het aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, realiseert de uitvoering van voormelde wetsbepaling, wat betreft het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur en in het bijzonder het Bestuur van het Vervoer.

Het opzet van dit besluit is meervoudig. Enerzijds het bekomen van een meer rationele werking van het Bestuur van het Vervoer, anderzijds het invoeren van een sluitende controle mogelijk te maken.

Het gebruik van het identificatienummer is het enige middel om te komen tot :

- een rationele werking waarbij vermeden wordt dat de aanvragers van een dienstverlening meerdere malen, onder verschillende of bedrieglijke vorm, voorkomen bij het Bestuur van het Vervoer, evenals bij het Centrum voor Informatieverwerking van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur, dat deze gegevens beheert;
- het invoeren van een sluitende controle door de goede uitvoering van de opdracht tot mededeling van gegevens aan de orde-diensten.

De Minister tot wiens bevoegdheid Verkeerswezen behoort, de Secretaris-generaal van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur en de Directeur-generaal van het Bestuur van het Vervoer, en de door de Minister gemachtigde ambtenaren, zullen een aanvraag gemakkelijk kunnen registreren en controleren, met een doeltreffende bestraffing van misbruiken tot gevolg.

Betreffende de opmerking van de Raad van State dat het 2e lid van de aanhef niet in overeenstemming is met het opschrift van het koninklijk besluit waarover advies L.19.911/9 van de Raad van State is uitgebracht, kan gesteld dat ondertussen, bij koninklijk besluit van 27 juni 1990 de naam van het departement effectief gewijzigd werd van « Ministerie van Verkeerswezen » in « Ministerie van Verkeer en Infrastructuur », zodat in vermeld ontwerp van koninklijk besluit eveneens dezelfde wijziging werd aangebracht.

Er werd eveneens rekening gehouden met de wens van de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer om « de lijst van de door de Minister aangewezen ambtenaren minstens jaarlijks bij te werken ».

Inzake het toezenden van deze lijst aan voornoemde Commissie, werd voorzien dat deze lijst ter beschikking is van voormelde Commissie.

Bespreking van de artikelen

Artikel 1. Dit artikel machtigt de Minister tot wiens bevoegdheid Verkeerswezen behoort, de Secretaris-generaal van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur, de Directeur-generaal van het Bestuur van het Vervoer, en de door de Minister gemachtigde ambtenaren, om gebruik te maken van het identificatienummer van het Rijksregister, weliswaar binnen de perken van hun bevoegdheden en voor de doeleinden gesteld bij de artikelen 2 en 3.

Het moet gaan om functionele aanwijzingen die gegrond zijn op de behoeften inherent aan de uitoefening van bepaalde functies, en gesteld zijn binnen de perken van de respectieve bevoegdheden, die het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister rechtvaardigen.

De machtiging tot het gebruik van het identificatienummer wordt dus geenszins onvoorwaardelijk toegekend, maar enkel onder de voorwaarden, binnen de perken en voor de doeleinden vastgelegd in de hiernavolgende artikelen van het ontwerp van koninklijk besluit.

Het hoeft geen betoog dat de Minister, bij de aanwijzing van de ambtenaren die de bevoegdheid hebben tot gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister, rekening moet houden niet alleen met het belang van de dienst, maar ook en vooral met de belangen van de personen waarop de gegevens opgenomen in het Rijksregister betrekking hebben en op het recht van deze personen op een discreet gebruik van deze gegevens. Bijgevolg zal het aantal machtigingen noodzakelijkerwijs beperkt zijn.

Art. 2. De voorgestelde bepaling machtigt de Minister tot wiens bevoegdheid Verkeerswezen behoort, de Secretaris-generaal van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur, de Directeur-generaal van het Bestuur van het Vervoer, en de ambtenaren die omwille van hun functies hiervoor werden aangeduid om het identificatienummer aan te wenden in hun bestanden en repertoria met als uitsluitend doel de identificatie.

Art. 3. De doelstelling van dit artikel bestaat erin het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister eveneens toe te laten alleen als identificatiemiddel, in de interne betrekkingen tussen de overheden aangewezen in artikel 1, en in de externe betrekkingen, welke noodzakelijk zijn uitsluitend voor de vervulling :

a) door het Bestuur van het Vervoer van de taken die binnen de perken van de wets- en verordeningbepalingen met de toepassing waarvan zij belast zijn, tot hun bevoegdheid behoren;

b) des tâches qui ressortissent à la compétence respective des autorités publiques et des organismes autorisés par une disposition expresse.

Cette disposition donne une description de ce qu'il faut entendre par « relations externes ».

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications,
J.-L. DEHAENE

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications, le 31 juillet 1990, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « autorisant certaines autorités du Ministère des Communications et de l'Infrastructure à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques », a donné le 7 novembre 1990 l'avis suivant :

Préambule

L'alinéa 2 n'est pas en accord avec l'intitulé du projet d'arrêté royal qui a fait l'objet de l'avis du Conseil d'Etat L. 19.911/9 (Ministère des Communications et non Ministère des Communications et de l'Infrastructure).

Dispositif

Dans son avis n° 90/090 du 16 juillet 1990, la Commission consultative de la protection de la vie privée exprimait le souhait que « la liste des fonctionnaires délégués par le Ministre (qui seront autorisés à utiliser le numéro d'identification du Registre national) soit mise à jour au moins annuellement et qu'elle mentionne le grade et la fonction de chacun de ces fonctionnaires ». Elle souhaitait aussi qu'une copie de cette liste et de ses mises à jour lui soit adressée.

Ces deux règles n'ont pas été retenues dans l'arrêté en projet; le rapport au Roi devrait justifier ce choix, s'il était maintenu par le Gouvernement.

La chambre était composée de :

M. P. Tapie, président.

MM. :

R. Andersen et M. Leroy, conseillers d'Etat.

F. Rigaux et F. Delperee, assesseurs de la section de législation.

Mme R. Deroy, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. Andersen.

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, auditeur. La note du Bureau de Coordination a été rédigée et exposée par M. P. Herbignat, référendaire adjoint.

Le greffier,

R. Deroy.

Le président,

P. Tapie.

b) van de taken die tot de respectieve bevoegdheden behoren van de openbare overheden en instellingen die, krachtens een uitdrukkelijke bepaling, gemachtigd zijn.

De bepaling geeft een omschrijving van wat onder « externe betrekkingen » moet worden verstaan.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen,
J.-L. DEHAENE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, negende kamer, op 31 juli 1990 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « waarbij sommige overheden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur gemachtigd worden om het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken », heeft op 7 november 1990 het volgende advies gegeven :

Aanhef

Het tweede lid is niet in overeenstemming met het opschrift van het koninklijk besluit waarover advies L. 19.911/9 van de Raad van State is uitgebracht (Ministerie van Verkeerswezen en niet Ministerie van Verkeer en Infrastructuur).

Bepalend gedeelte

In haar advies nr. 90/090 van 16 juli 1990 sprak de Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer de wens uit dat « de lijst van door de Minister aangewezen ambtenaren (die gemachtigd zullen zijn om het identificatienummer van het Rijksregister te gebruiken) minstens jaarlijks zou worden bijgewerkt en dat de graad en de functie van elk van die ambtenaren zou worden vermeld ». Zij wenste ook dat haar een afschrift van die lijst en van de bijwerkingen ervan zou worden toegezonden.

Die twee voorschriften zijn in het ontworpen besluit niet opgenomen; als de Regering die keuze handhaaft, zou die in het verslag aan de Koning moeten worden gewettigd.

De Kamer was samengesteld uit :

de heer F. Tapie, voorzitter.

de heren :

R. Andersen en M. Leroy, staatsraden.

F. Rigaux en F. Delperee, assessoren van de afdeling wetgeving.

Mevr. R. Deroy, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer R. Andersen.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Regnier, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer F. Herbignat, adjunct-referendaris.

De griffier,

R. Deroy.

De voorzitter,

P. Tapie.

Avis n° 90/090 du 16 juillet 1990 de la Commission consultative de la Protection de la vie privée

Objet : Projet d'arrêté royal autorisant certaines autorités du Ministère des Communications à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques

La Commission consultative de la protection de la vie privée,

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, notamment l'article 8;
Vu la lettre et demande d'avis du Ministre des Communications datée du 14 mai 1990 et reçue le 16 mai 1990;

A émis le 16 juillet 1990 l'avis suivant :

I. Objet du projet d'arrêté royal

Le projet d'arrêté royal soumis pour avis tend à autoriser certaines autorités du Ministère des Communications à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques.

Outre le Ministre des Communications et le Secrétaire général du Ministère des Communications, ce seraient certains fonctionnaires de l'Administration des Transports de ce Département qui seraient ainsi autorisés à utiliser le numéro du Registre national.

Selon la lettre par laquelle le Ministre des Communications a demandé l'avis de la Commission sur le projet d'arrêté, celui-ci s'inscrit dans le cadre de la modernisation de la Direction pour l'Immatriculation des Véhicules et, notamment, de la création d'une base de données « Administration des Transports » reprenant les caractéristiques des véhicules routiers et l'identité complète de leurs détenteurs.

II. Examen du projet d'arrêté royal

Article 1^{er}. Aux termes de l'article 1^{er} du projet d'arrêté, les titulaires de l'autorisation d'utiliser le numéro du Registre national seraient le Ministre des Communications, le Secrétaire général de son Département, le Directeur général de l'Administration des Transports et les fonctionnaires de cette administration qui sont délégués par le Ministre. Cette disposition délimite donc avec précision que l'autorisation est accordée au seul profit de l'Administration des Transports et des autorités auxquelles elle est soumise.

En ce qui concerne la faculté de délégation de l'autorisation à certains fonctionnaires par le Ministre, la Commission relève avec satisfaction que le Rapport au Roi précise qu'il doit s'agir de désignation fonctionnelles basées sur les besoins inhérents à l'exercice de certaines fonctions et qui sont effectuées dans les limites des compétences respectives justifiant l'utilisation du numéro d'identification (commentaire de l'article 1^{er}).

La Commission apprécie également qu'il est, en outre, mentionné qu'en désignant les fonctionnaires, le Ministre devra avoir égard non seulement à l'intérêt du service mais aussi, et surtout, aux intérêts des sujets des données et que, dès lors, le nombre de délégations sera forcément limité (ibid.).

La Commission n'a, dans ces conditions, aucune objection contre la manière dont les bénéficiaires de l'autorisation d'utiliser le numéro du Registre national sont désignés.

Elle souhaite toutefois que la liste des fonctionnaires délégués par le Ministre soit mise à jour au moins annuellement et qu'elle mentionne le grade et la fonction de chacun de ces fonctionnaires. Elle souhaite aussi qu'une copie de cette liste et de ses mises à jours lui soit adressée.

Art. 2. L'article 2 autorise les personnes visées à l'article 1^{er} du projet d'arrêté à utiliser le numéro du Registre national, à seule fin d'identification, dans les fichiers et répertoires de l'Administration des Transports.

Advies nr. 90/090 van 16 juli 1990 van de Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer

Betreft : Ontwerp van koninklijk besluit waarbij sommige overheden van het Ministerie van Verkeerswezen gemachtigd worden het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken

De Raadgevende Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer,

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 8;
Gelet op de brief en het verzoek om advies van de Minister van Verkeerswezen, gedagtekend 14 mei 1990 en ontvangen op 18 mei 1990;

Heeft op 16 juli 1990 het volgend advies verleend :

I. Onderwerp van het ontwerp van koninklijk besluit

Het ontwerp van koninklijk besluit dat voor advies wordt voorgelegd, strekt ertoe aan sommige overheden van het Ministerie van Verkeerswezen machtiging te verlenen om het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken.

Behalve de Minister van Verkeerswezen en de Secretaris-generaal van het Ministerie van Verkeerswezen zouden op die manier ook sommige ambtenaren van het Bestuur van het Vervoer van dit Departement gemachtigd worden het nummer van het Rijksregister te gebruiken.

Volgens de brief waarmee de Minister van Verkeerswezen vraagt om het advies van de Commissie betreffende dit ontwerp van koninklijk besluit, past het besluit in het kader van de modernisering van de Directie voor de Inschrijving van de Voertuigen en inzonderheid in het kader van de oprichting van een gegevensbank « Bestuur van het Vervoer » waarin de kenmerken van de voertuigen en de volledige identiteit van de bezitters ervan zal worden opgenomen.

II. Onderzoek van het ontwerp van koninklijk besluit

Artikel 1. Naar luid van artikel 1 van het ontwerp van besluit zijn de houders van de machtiging tot het gebruik van het nummer van het Rijksregister de Minister van Verkeerswezen, de Secretaris-generaal van zijn Departement, de Directeur-generaal van het Bestuur van het Vervoer en de ambtenaren van dit bestuur die gemachtigd zijn door de Minister. Deze bepaling stelt dus met nauwkeurigheid vast dat de machtiging uitsluitend wordt toegekend aan het Bestuur van het Vervoer en aan de overheden waaronder dit bestuur ressorteert.

Wat de bevoegdheid van de Minister betreft om machtiging te verlenen aan sommige ambtenaren, merkt de Commissie tot haar tevredenheid op dat het Verslag aan de Koning preciseert dat het moet gaan om functionele aanwijzingen die gegrond zijn op de behoeften inherent aan de uitoefening van bepaalde functies, en gesteld zijn binnen de perken van de respectieve bevoegdheden, die het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister rechtvaardigen (bespreking van artikel 1).

De Commissie stelt eveneens op prijs dat er hovendien wordt vermeld dat de Minister bij de aanwijzing van de ambtenaren niet alleen rekening moet houden met het belang van de dienst, maar ook en vooral met de belangen van de personen waarop de gegevens, opgenomen in het Rijksregister, betrekking hebben, en dat het aantal machtigingen bijgevolg noodzakelijkerwijs beperkt zal zijn (ibid.).

De Commissie heeft onder deze omstandigheden geen enkel bezwaar tegen de wijze waarop de begunstigden van de machtiging tot het gebruik van het nummer van het Rijksregister worden aangewezen.

Zij acht het echter wenselijk dat de lijst van door de Minister aangewezen ambtenaren minstens jaarlijks zou worden bijgewerkt en dat de graad en de functie van elk van die ambtenaren zou worden vermeld. Zij wenst ook dat haar een afschrift van die lijst en van de aanpassingen zou worden toegezonden.

Art. 2. Artikel 2 machtigt de overheden bedoeld in artikel 1 van het ontwerp van besluit om het identificatienummer te gebruiken in de bestanden en repertoria van het Bestuur van het Vervoer, met het ene doel te identificeren.

La Commission admet une telle autorisation du numéro. Elle remarque, par ailleurs que cette utilisation est destinée à améliorer la fiabilité du fichier des immatriculations, ce qui, dans le cadre des limites précises fixées à l'utilisation tant dans l'arrêté en projet que dans le rapport au Roi, peut être considéré comme conforme aux intérêts des titulaires du numéro d'identification.

La Commission émet cependant le vœu que l'article 2 soit complété, in fine de la première phrase, par les termes « exclusivement pour assurer l'exécution des dispositions légales et réglementaires dont elles sont chargées ». Cette précision figure d'ailleurs à l'article 3 du projet soumis pour avis.

Art. 3. L'article 3 du projet d'arrêté royal a pour but d'autoriser l'utilisation du numéro d'identification du Registre national dans certaines relations.

La Commission tient à remarquer que l'utilisation du numéro dans les relations internes ne peut être le fait que de fonctionnaires qui sont eux-mêmes titulaires de l'autorisation d'utiliser le numéro, ce qu'implique d'ailleurs la rédaction de l'article 3, alinéa 1, 1.

De même, l'utilisation du numéro d'identification dans les relations entre les personnes visées à l'article 1^{er} et les autres autorités publiques et organismes qui ont eux-mêmes reçu l'autorisation visée à l'article 8 de la loi du 8 août 1983 doit être le fait, au sein de ces autres autorités et organismes, de membres du personnel qui sont eux-mêmes bénéficiaires de l'autorisation d'utiliser le numéro.

La Commission note avec satisfaction que l'utilisation du numéro du Registre national dans les relations avec ces autres autorités et organismes doit, aux termes de l'article 3, s'inscrire à la fois dans l'exercice des missions légales et réglementaires du Ministère des Communications, d'une part, et des autres autorités et organismes, d'autre part.

La Commission n'a pas d'objection contre l'utilisation du numéro d'identification telle qu'elle est déterminée à l'article 3.

Conclusion

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, la Commission émet un avis favorable au projet d'arrêté royal.

Le secrétaire,
A. Pipers.

Le président,
D. Holsters.

21 FEVRIER 1991. — Arrêté royal autorisant certaines autorités du Ministère des Communications et de l'Infrastructure à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté royal du 21 février 1991 autorisant l'accès de certaines autorités du Ministère des Communications et de l'Infrastructure au Registre national des personnes physiques;

Vu l'avis n° 90/090 du 16 juillet 1990 de la Commission consultative de la protection de la vie privée;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications, de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sont autorisés à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques dans les limites et conditions et aux fins fixées par les articles 2 et 3 du présent arrêté :

- 1^o le Ministre qui a les Communications dans ses attributions;
- 2^o le Secrétaire général du Ministère des Communications et de l'Infrastructure;

De Commissie staat een dergelijke machtiging tot gebruik van het nummer toe. Zij merkt trouwens op dat dit gebruik bestemd is om de betrouwbaarheid van het bestand van de inschrijvingen te verbeteren, wat in het kader van de juiste grenzen van het gebruik, die zowel in het ontwerp van besluit als in het Verslag aan de Koning worden bepaald, kan worden beschouwd als in overeenstemming met de belangen van de houders van het identificatienummer.

De Commissie spreekt echter de wens uit dat artikel 2, in fine van de eerste zin, zou worden aangevuld met de woorden « uitsluitend voor de uitvoering van de wets- en verordeningbepalingen waarmee ze zijn belast ». Deze precisering komt trouwens voor in artikel 3 van het voor advies voorgelegde ontwerp.

Art. 3. Artikel 3 van het ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe machtiging te verlenen om het identificatienummer van het Rijksregister in sommige betrekkingen te gebruiken.

De Commissie wil daarbij opmerken dat het nummer in interne betrekkingen slechts mag worden gebruikt door ambtenaren die zelf houder zijn van een machtiging tot gebruik van het nummer, wat trouwens kan worden afgeleid uit het bepaalde in artikel 3, eerste lid, 1.

Hetzelfde geldt voor het gebruik van het identificatienummer in de betrekkingen tussen de personen bedoeld in artikel 1 en de andere openbare overheden en instellingen die zelf de machtiging bedoeld in artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 hebben gekregen; dit gebruik mag binnen die andere overheden en instellingen uitsluitend geschieden door personeelsleden die zelf houder zijn van de machtiging tot het gebruik van het nummer.

De Commissie merkt tot haar tevredenheid op dat het gebruik van het nummer van het Rijksregister in de betrekkingen met die andere overheden en instellingen naar luid van artikel 3 moet passen in het kader van de uitoefening van de wettelijke en reglementaire opdrachten van het Ministerie van Verkeerswezen enerzijds, en van de andere overheden en instellingen anderzijds.

De Commissie heeft geen bezwaar tegen het gebruik van het identificatienummer zoals dat wordt bepaald in artikel 3.

Besluit

Onder voorbehoud van de opmerkingen die voorafgaan, verleent de Commissie een gunstig advies voor het ontwerp van koninklijk besluit.

De secretaris,
A. Pipers.

De voorzitter,
D. Holsters.

21 FEBRUARI 1991. — Koninklijk besluit waarbij sommige overheden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur gemachtigd worden het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 februari 1991 waarbij aan sommige overheden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur toegang verleend wordt tot het Rijksregister van de natuurlijke personen;

Gelet op het advies nr. 90/090 van 16 juli 1990 van de Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen, van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Worden gemachtigd het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken binnen de perken, onder de voorwaarden en voor de doeleinden, gesteld bij de artikelen 2 en 3 van dit besluit :

- 1^o de Minister tot wiens bevoegdheid Verkeerswezen behoort;
- 2^o de Secretaris-generaal van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur;

3° le Directeur général de l'Administration des Transports relevant du Ministère des Communications et de l'Infrastructure;

4° les fonctionnaires de l'Administration des Transports qui sont délégués par le Ministre qui a les Communications dans ses attributions.

La liste des fonctionnaires délégués conformément à l'alinéa 1^{er}, 4^o, est dressée annuellement; elle peut être consultée par la Commission visée à l'article 12 de la loi précitée du 8 août 1983.

Art. 2. Les personnes visées à l'article 1^{er} sont autorisées à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques dans les fichiers et répertoires de l'Administration des Transports, exclusivement pour assurer l'exécution des dispositions légales et réglementaires dont elles sont chargées. Cette utilisation ne peut se faire qu'à seule fin d'identification.

Art. 3. Outre l'utilisation régie par l'article 2, les autorités visées à l'article 1^{er} peuvent utiliser le numéro d'identification des personnes inscrites au Registre national des personnes physiques, exclusivement pour assurer l'exécution des dispositions légales et réglementaires dont elles sont chargées :

1. dans leurs relations internes;
2. dans les relations qu'elles ont avec le titulaire de ce numéro ou avec son représentant légal;
3. ainsi que dans leurs relations avec les autres autorités publiques et organismes qui ont eux-mêmes reçu l'autorisation visée à l'article 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et qui agissent dans l'exercice de leurs compétences légales et réglementaires.

Cette utilisation ne peut se faire qu'à seule fin d'identification.

Art. 4. Notre Ministre des Communications, Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 février 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications,
J.-L. DEHAENE

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBACK

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DU COMMERCE ÉTRANGER
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT**

F. 91 — 760

Mémoire d'accord entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas concernant la notification rapide d'un accident nucléaire et l'échange d'informations sur le fonctionnement d'installations nucléaires

Le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas (dénommés ci-après les Parties)

Persuadés de l'intérêt d'assurer la sécurité des installations nucléaires, de protéger la population contre les risques des installations nucléaires et d'éviter des conséquences néfastes pour l'environnement;

3° de Directeur-generaal van het Bestuur van het Vervoer afhankelijk van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur;

4° de ambtenaren van het Bestuur van het Vervoer die gemachtigd zijn door de Minister tot wiens bevoegdheid Verkeerswezen behoort.

De lijst van de overeenkomstig artikel 1, 4^o gemachtigde ambtenaren wordt jaarlijks opgemaakt; zij is ter beschikking van de Commissie bedoeld in artikel 12 van voormelde wet van 8 augustus 1983.

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde overheden zijn gemachtigd om in de bestanden en repertoria van het Bestuur van het Vervoer, het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken, uitsluitend voor de uitvoering van de wets- en verordeningbepalingen waarmee ze zijn belast. Dit gebruik is slechts geoorloofd met het ene doel te identificeren.

Art. 3. Bovendien het gebruik geregeld in artikel 2, mogen de in artikel 1 bedoelde overheden het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen uitsluitend gebruiken voor de uitvoering van de wets- en verordeningbepalingen waarmee ze zijn belast :

1. in hun interne betrekkingen;
2. in hun betrekking met de houder van dat nummer of diens wettelijke vertegenwoordiger;
3. alsook in hun betrekkingen met de andere openbare overheden en instellingen die zelf de toelating hebben verkregen zoals bedoeld in artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en handelend in de uitoefening van hun wettelijke en reglementaire bevoegdheden.

Dit gebruik is slechts geoorloofd met het ene doel te identificeren.

Art. 4. Onze Minister van Verkeerswezen, Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 februari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen,
J.-L. DEHAENE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBACK

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 91 — 760

Memorandum van overeenstemming tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden inzake vroegtijdige kennisgeving van een nucleair ongeval en uitwisseling van informatie betreffende de werking van nucleaire installaties

De Regering van het Koninkrijk België en de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden (hierna te noemen de Partijen)

Overtuigd van het belang de veiligheid van nucleaire installaties te waarborgen, de bevolking tegen de risico's van nucleaire installaties te beschermen en nadelige gevolgen voor het milieu te voorkomen;